

ressentir à cet égard le public en général. Intitulé « Sur la reconnaissance de la Chine », l'article renfermait les passages suivants:

Selon une nouvelle de Tokio, le Premier ministre, M. St-Laurent, aurait dit, au sujet de la reconnaissance de la Chine communiste, que « le simple sens commun et celui des réalités feront que les pays alliés en viendront à considérer le régime communiste de la Chine comme le gouvernement qui dirige effectivement les destinées de la Chine continentale. »

Voilà qui est mieux et plus raisonnable que ce que M. St-Laurent aurait dit antérieurement à Séoul, savoir:

« J'ai bien l'impression qu'il nous faudra un jour tenir compte des réalités. Nous devons reconnaître le gouvernement actuel de la Chine comme le gouvernement que veut le peuple. »

Je suis bien sûr, malgré le respect que j'ai pour les journalistes qui étaient présents et qui faisaient de leur mieux pour transmettre ce qu'ils entendaient et comprenaient, que je ne me suis pas exprimé de cette façon parce que je n'ai jamais conçu la chose de cette manière. C'était la formule contraire que j'avais à l'esprit, savoir que nous ne pouvons nous attendre, en dépit de notre aversion pour les régimes communistes ou totalitaires, à voir s'établir le genre de gouvernement que nous souhaitons. Ce serait le genre de gouvernement—et j'ai dû dire ceci—qu'il veut. Je n'aurais pas dû dire « qu'il veut ». J'aurais dû dire le genre de gouvernement qu'il a de fait et qui a effectivement la haute main sur les forces que nous combattons. L'auteur de l'article poursuit, et je pense que chacun partagera cet avis:

Aucun pays ne peut savoir avec certitude si le gouvernement que possède un autre pays est celui que veut la population. Et c'est un fait que le Canada reconnaît aujourd'hui un certain nombre de pays sans être sûr du tout que leur gouvernement est celui que veut leur population. Il y a la Russie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Espagne et, peut-être, d'autres.

Ce que fait le Canada, et ce qu'il est tenu de faire, et ce que tous les autres pays sont tenus de faire tôt ou tard, simplement parce que c'est la seule attitude sage et pratique, c'est de reconnaître le gouvernement d'un pays qui exerce effectivement l'autorité, qui existe en réalité.

Je n'irais pas tout à fait aussi loin, parce que j'hésiterais beaucoup maintenant à employer le mot « reconnaissance ». Il a pour tant de gens différents tant de significations différentes. Il y a ce qu'on appelle parfois le concept de reconnaissance juridique. D'autres parlent de reconnaissance diplomatique. Je pense qu'il vaut peut-être mieux employer quelque autre mot qui ne peut avoir tant de significations. Lorsque je l'ai employé, c'est dans son sens le plus général, pour dire que nous devons éviter de fermer les yeux, qu'il faut voir et reconnaître que le gouvernement qui est au pouvoir et avec lequel nous avons à traiter si nous comptons conclure des ententes de quelque nature auxquelles il sera

donné suite, est celui qui a en réalité la haute main sur les forces que nous combattons. Mais l'auteur de l'article ajoute ceci:

Nous devons et nous devrions reconnaître le Gouvernement actuel de la Chine, non que nous l'approuvions, non que nous ne détestions pas et ne condamnions pas certains des crimes qu'il a commis, mais simplement à cause du fait inéluctable qu'il est le seul gouvernement du pays, le seul gouvernement qui y exerce l'autorité. Point n'est besoin que cette reconnaissance se fasse en ce moment;

J'en conviens pleinement. J'irais même jusqu'à dire au lieu de « point n'est besoin » nous pourrions bien dire ne devrait pas se faire en ce moment. L'éditorial continue:

... peut-être qu'elle ne devrait pas avoir lieu, pendant que la Chine communiste continue à jouer le rôle d'agresseur, ni avant que nous connaissions les résultats de Genève. Nous devons respecter—certainement pas en faire fi—les opinions de nos alliés. Cependant, pour l'amour de Dieu, ne prenons pas cette attitude impossible que la reconnaissance de la Chine ne peut avoir lieu, tant que la Chine aura un gouvernement communiste . . .

Puis, l'article dit encore:

Il est pitoyable . . .

Je crois que c'est pitoyable.

... que la question de la « reconnaissance » de la Chine par le Canada ait été posée dans l'incertitude qui entoure les déclarations qui sont faites aux conférences de presse. Sans aucun doute, la question a été posée d'une douzaine de façons à M. St-Laurent et l'on pourrait comprendre qu'en Orient, il ait voulu indiquer que le Canada envisageait sans préjugé ce sujet épineux. Cependant, le Parlement devrait, à son retour au Canada, recevoir des explications plus nettes, bien que l'ombre de la conférence de Genève exigera certaines réserves.

Il va de soi que l'ombre de la conférence de Genève nous oblige à la prudence, mais je pense, d'autre part, qu'il s'agit ici de quelque chose de plus qu'une ombre. Cela va, je pense, dans une certaine mesure, jeter de la lumière sur l'avenir. A ce moment-là, je n'exprime pas la politique du Gouvernement, mais bien plutôt, et avec franchise, mon propre sentiment en la matière. Je me réjouissais sérieusement d'avoir entendu dire qu'il y aurait une conférence à Genève, conférence à laquelle serait représenté le gouvernement effectivement maître de ces forces qui ont eu une influence si troublante sur la paix du monde. D'apprendre aussi que ce gouvernement aurait l'occasion de discuter la possibilité de dissiper l'incertitude qui entoure ce « cessez-le-feu » où on voit s'opposer en Corée deux lignes imprenables de soldats. Et peut-être aussi cette conférence pourrait-elle apporter une solution quelconque à une question qui anguste tellement le monde libre, celle de la guerre d'Indochine.

J'ai eu l'impression très nette que l'embarras ressenti par les dirigeants de la France au sujet de l'armée européenne tenait à cette